

Les mirages de la flexibilité

Un récent document de l'OCDE, «Perspectives de l'Emploi 2013», publié le 16 juillet dernier, est passé inaperçu — les médias influents et les experts les plus en vue ayant décidé de le passer sous silence. Il faut dire que l'enjeu est de taille : le rapport de l'organisation, qui regroupe les Etats occidentaux les plus développés, remet en cause la sacro-sainte loi néolibérale de la relation mécanique entre la flexibilité des législations du travail et le niveau de chômage.

Le tableau général de l'étude révèle même une dé-corrélation quasi systématique entre les indices de protection et les performances en matière d'emploi.

Ainsi, la Norvège, qui est en situation de plein-emploi, a — paradoxalement — l'un des niveaux les plus élevés de réglementation contre le travail temporaire. Autre paradoxe : l'Allemagne qui fait partie des pays les plus protecteurs de l'emploi, notamment contre les licenciements collectifs ou individuels, affiche un taux de chômage des plus bas (5,5% contre une moyenne OCDE de 10,3%).

Sur ce registre particulier de la protection des travailleurs contre les licenciements individuels ou collectifs, les pays les plus «flexibles» sont, on le devine sans peine... anglo-saxons. Leur expérience est on ne peut plus édifiante, avec des résultats en matière de chômage qui se rapprochent de la moyenne générale et ne sont guère meilleurs qu'ailleurs (la Nouvelle-Zélande enregistre un chômage à 6,9%, les Etats-Unis à 8,1%, le Canada à 7,2% et le Royaume-Uni à 7,9%).

De plus, leur relance s'annonce fragile et occulte d'autres défauts. Ainsi, le secret de la relève «spectaculaire» de l'industrie américaine réside dans la possibilité accordée aux chefs d'entreprise d'ajuster les salaires, notamment les plus

bas, ceux des travailleurs non qualifiés, au déclin de la productivité. La Grande-Bretagne est sur la même voie, avec le risque de revenir à un statut qui figure sur l'état civil colonial de nombre de nos parents : le retour à la condition de «journalier».

A la veille de la tripartite de septembre chez nous, le texte de l'OCDE trace de précieuses lignes de conduite.

Dans l'éditorial qui introduit le Rapport, Stefano Scarpetta, directeur à la Direction de l'emploi, du travail et des affaires sociales de l'OCDE, préconise carrément, en titre, de «traiter la dimension sociale de la crise avec des mesures d'aide au revenu adéquates et des politiques d'activation efficaces.»

L'OCDE, qui n'est pas le Gosplan, tire un certain nombre d'enseignements concernant des dispositifs institutionnels, les systèmes de prestations et autres composantes du marché du travail. Deux d'entre eux méritent d'être rappelés :

- Premièrement, l'importance des dispositifs institutionnels (ils déterminent les modalités d'octroi et de financement des prestations d'aide sociale et des services de l'emploi) ;

- Deuxièmement, l'efficacité du mode de gestion des performances (au-delà de simples comparaisons des taux de placement bruts, il est recommandé de cerner au plus près le profil des clients des bureaux de l'emploi pour améliorer l'efficacité de leurs services).

A ce titre, l'OCDE a élaboré quatre indicateurs pour évaluer la protection de l'emploi par les législations du travail en vigueur. Chaque indicateur est noté de 0 (le moins restrictif) à 6 (le plus restrictif). Les indices les plus élevés témoignent ainsi d'une protection plus forte.

Cela donne les résultats suivants :

1. Protection des travailleurs

permanents contre les licenciements individuels et collectifs (moyenne OCDE : 2,29)

2. Protection des travailleurs permanents contre les licenciements individuels (moyenne OCDE : 2,04)

3. Réglementations additionnelles applicables aux licenciements collectifs (moyenne OCDE : 2,91)

4. Réglementation des contrats temporaires (moyenne OCDE : 2,08)

Les enseignements de l'OCDE ne suffisent pas à inverser la tendance qui prévaut en faveur de la flexibilité.

La tendance générale reste cependant à la déréglementation. Au jour d'aujourd'hui, la plupart des politiques de l'emploi visent à réduire les charges que le chômage fait peser sur la communauté ; ainsi depuis 2007, les dépenses consacrées aux chômeurs ont diminué de près de 20% en moyenne par chômeur.

L'effet social néfaste majeur soulevé par l'OCDE est la répartition inégale du poids de l'austérité : «Dans de nombreux pays, les difficultés sur le marché du travail ont été exacerbées par un partage inégal des effets négatifs de la crise.»

Encore une fois, ce sont les plus démunis qui paient le prix le plus fort : «Les pertes d'emploi et l'impossibilité de retrouver du travail ont surtout concerné les travailleurs à bas salaires, dont les gains ont diminué davantage (en termes absolus comme en termes relatifs) que ceux des travailleurs mieux rémunérés, pour lesquels cette diminution n'a souvent été que temporaire. En conséquence, les inégalités de revenu marchand des ménages (autrement dit le revenu avant transferts et impôts) se sont davantage creusées sur la période allant de 2007 à 2010 qu'au cours des douze années précédentes, dans la plupart des pays pour

lesquels des données sont disponibles.»

Dans l'ensemble, les gouvernements sont confrontés au défi d'avoir à «faire plus avec moins».

La réponse appropriée passe nécessairement par une combinaison de mesures sociales et de politiques d'activation, pour apporter une garantie de revenu adéquate aux plus vulnérables tout en les encourageant à reprendre une activité ou à préparer leur réinsertion en améliorant leur employabilité.»

En France, notre modèle d'inspiration, les CDD (de plus en plus courts) sont devenus, avec la rupture conventionnelle, les deux principaux outils de flexibilité adoptés pour plaire au patronat.

Laurence Parisot, ex-présidente du Medef, ne nie pas le recours excessif aux CDD mais elle le rattache à l'absence d'autres issues : (...), «si la France a davantage recours aux contrats courts que les autres pays européens, c'est parce que ce sont les seuls éléments de souplesse à la disposition des entreprises».

Au regard des expériences passées, l'OCDE recommande :

1- de maintenir les allocations chômage pour qu'elles contribuent à jouer leurs rôles de «stabilisateurs économiques»,

2- de prévoir un «soutien adéquat aux familles en difficulté» et «renforcer les systèmes de revenu minimum garanti, en particulier là où le chômage de longue durée reste très élevé», et

3- de favoriser «l'activation» de l'emploi, via «un ensemble de mesures qui facilitent la recherche d'emploi et l'appariement, tout en réduisant les obstacles à l'emploi».

Dans des pays à faible intensité juridique, toutes les protections sont bonnes à prendre, loin des recommandations de la



Par Ammar Belhimer
ammarbelhimer@hotmail.fr

Banque Mondiale, principale source d'inspiration de nos policy makers.

Les chantres de la flexibilité, principalement la Banque Mondiale, ne lui tolèrent aucune exception ou circonstance atténuante et ils poussent parfois leur logique jusqu'à l'absurde. Ainsi, Sharan Burrow, présidente de la CSI «trouve particulièrement répréhensible que Doing Business 2013 condamne l'Afrique subsaharienne pour son «approche très restrictive» car elle exige en moyenne 3,67 mois de salaire en indemnités de licenciement pour les salariés qui perdent définitivement leur emploi et que cette moyenne est supérieure à celle des pays riches. La Banque sait parfaitement bien que, exception faite de l'Afrique du Sud, il n'existe pratiquement pas d'allocations publiques de chômage en Afrique subsaharienne, contrairement aux pays à revenus élevés de l'OCDE.»

A. B.

(*) Perspectives de l'emploi de l'OCDE, 16 juillet 2013.

Le Soir sur Internet :
<http://www.lesoirdalgerie.com>
E-mail :
info@lesoirdalgerie.com

Le plus grand héliport d'Europe sera construit à Moscou

L'industrie de la petite aviation russe est en train de battre de nouveaux records. D'ici la fin de l'année prochaine, le plus important héliport d'Europe sera construit dans la région de Moscou. Le nouvel héliport pourra accueillir en même temps près de 200 hélicoptères.

Le transport par hélicoptère continue à s'imposer dans le segment du transport régional. La congestion du trafic, les pannes des transports publics et le manque de temps incitent les entrepreneurs à acheter des hélicoptères pour se déplacer.

Comme le suggère le rédacteur en chef du site AVIA RU Network Roman Goussarov, il n'y a pas de meilleure alter-

native à ce type de transport pour l'instant. «On constate une forte demande pour le transport en hélicoptère de la part des entrepreneurs et les élites qui peuvent se permettre d'acheter des hélicoptères pour leur utilisation personnelle. Cette question est surtout d'actualité dans la région de Moscou. L'hélicoptère peut être une alternative très pratique au transport automobile», explique l'expert.

La flotte d'hélicoptères privés, qui pourront décoller et se poser sur le nouvel héliport, sera constituée de machines principalement de fabrication étrangère, tant que les fabricants russes ne perfectionnent pas les machines qu'ils produisent, suppose le rédacteur en chef du magazine ATO (Revue du transport aérien) Alexeï Sinitski.

«En Russie, la fabrication d'hélicoptères est traditionnellement développée»,

explique-t-il. «D'après notre classification, les hélicoptères fabriqués par la Russie appartiennent à la catégorie moyenne, alors que d'après la classification internationale, il s'agit d'hélicoptères lourds. Ces hélicoptères sont en demande partout dans le monde. Il s'agit d'une famille des machines Mi-8 et Mi-26. La dernière machine appartient à la classe des super-lourds, un appareil unique dans sa catégorie. Ces machines s'exportent bien, parce que la demande est forte. Quant au segment des hélicoptères lourds, nous n'en fabriquons presque pas.»

Les hélicoptères légers sont fabriqués en Russie, mais dans des buts très précis. C'est pourquoi ils conviennent plus aux structures d'Etat, et non pas aux particuliers, explique Roman Goussarov. «Il existe une forte demande de la part des struc-

tures publiques pour les hélicoptères de la classe moyenne et les hélicoptères légers. On peut notamment citer le Ka-226 multifonctionnel, exploité par le ministère des Situations d'urgence. Il ne convient pas vraiment à l'utilisation privée, mais reste efficace pour travailler dans des conditions extrêmes dans des missions de sauvetage et au sein des structures de maintien de l'ordre public.»

La construction de ce hub pour les hélicoptères près de Moscou signifie que les clients privés auront le droit de voler en hélicoptères au-dessus de la capitale russe, prédisent les experts. Comme l'a souligné Alexeï Sinitski, le projet qui semble le plus réaliste, c'est l'ouverture d'une route aérienne le long du fleuve Moskva, le long duquel des sites de pose d'hélicoptères seront construits.